

Flandre et Communauté Wallonie-Bruxelles : le fossé médiatique se creuse

Faux JT de la RTBF annonçant la « fin de la Belgique », débat organisé par la chaîne publique francophone à Gand où des politiques flamands s'expriment en néerlandais, semaines entières ponctuées de sondages et d'articles dans La Libre et Vers l'Avenir, Le Soir et De Standaard qui nouent leurs destins pendant un mois depuis ce 24 mars... Les médias (surtout francophones) multiplient ces derniers temps les coups de sonde vers l'autre Communauté. S'agit-il d'une simple mode ou existe-t-il au sein des médias de vrais choix rédactionnels lorsqu'il s'agit d'aborder le traitement de l'actualité portant sur l'autre Communauté / Région du pays? Par choix rédactionnel, l'on entend évidemment autre chose que l'organisation d'une soirée choc... avant un retour à l'habituel silence radio sur le sujet.

David D'Hondt

Un journal, écrit, parlé ou télévisé, est composé de différentes rubriques que la rédaction remplit au fil de la journée et que le lecteur lira le lendemain ou écouterà quelques heures plus tard. Une de ses rubriques porte sur la « politique intérieure ». Tout lecteur des deux côtés de la frontière linguistique aura constaté que les journaux au Nord ou au Sud du pays ne traitent pas les mêmes sujets. D'autres débats, d'autres partis, d'autres représentants politiques... L'actualité d'une région linguistique est, à bien des égards, différente de celle de l'autre. Ce qui signifie qu'il existe, dans chaque cas,

une région linguistique où se tiennent d'autres discours et où se jouent d'autres enjeux. Existe-t-il pour autant dans les journaux un traitement de l'actualité politique portant sur l'autre Communauté? Le fossé médiatique se creuse-t-il entre la Flandre et la Communauté Wallonie-Bruxelles? Pourtant, il existe encore un gouvernement fédéral et une Belgique. À un moment, qu'on le veuille ou non, les débats et décisions d'une Communauté auront une influence, un impact sur les décisions prises pour l'ensemble du pays et donc dans l'autre Communauté via le niveau fédéral.

UN NÉCESSAIRE ESPACE PUBLIC COMMUN

Cet article se base essentiellement sur une étude réalisée entre janvier 2002 et juin 2002 auprès de journalistes de la presse quotidienne. En mars dernier, contact a été repris avec certains interlocuteurs afin de la mettre à jour. N'ayant pas travaillé sur la question des médias audiovisuels et radiophoniques, je vais me limiter à présenter le résultat de mes recherches qui concernent la presse quotidienne dite « nationale ». Ce qualitatif est-il encore adéquat pour une presse qui est inévitablement divisée en deux en fonction de la Communauté à laquelle elle s'adresse? Poser la question, c'est y répondre... Les interviews réalisées l'ont été auprès de professionnels de médias écrits que l'on appelle donc toujours curieusement « nationaux »: *Le Soir*, *La Libre Belgique* et *La Dernière Heure/Les Sports* d'un côté, *De Standaard*, *De Morgen* et *Het Laatste Nieuws* de l'autre.

L'article se fonde aussi sur mon expérience de journaliste indépendant, responsable de l'actualité portant sur la Flandre pour *Alter Éduc* qui est une publication de l'Agence Alter¹.

Lorsque j'aborde le sujet en 2002, je découvre assez vite qu'il n'existe presque pas d'ouvrages sur la question. Je base donc mon travail sur une série d'entretiens avec les premiers acteurs concernés. Pas de grande théorie du journalisme et des médias non plus parce qu'il n'en existe pas qui soit directement liée à mon sujet. Cette question était pourtant à l'ordre du jour en 2002 et ce, depuis plus

de deux ans déjà. En effet, la Fondation Prince Philippe organisait, en 2000, un séminaire, et, dans la foulée, des échanges sont mis en place pour permettre à des journalistes d'obtenir une bourse afin d'effectuer un stage dans un média de l'autre Communauté. L'initiative n'existe plus aujourd'hui.

ABSENCE DE TRAITEMENT DANS LES DEUX QUOTIDIENS « POPULAIRES »

La situation des quotidiens populaires (qui privilégient les faits divers, les sujets de la vie quotidienne, l'actualité régionale, le sport et les illustrations) n'a pas changé entre 2002 et 2007. Le traitement de l'actualité politique dans *Het Laatste Nieuws* et *La Dernière Heure/Les Sports* est aussi inexistant aujourd'hui qu'il l'était hier. Des différences quant à la manière de justifier cette absence existent cependant.

Numéro un de la presse écrite quotidienne en Belgique avec un million de lecteurs par jour, *Het Laatste Nieuws* est un vecteur de nouvelles important en Flandre. L'éditorialiste et chef du service politique du journal, Luk Van der Kelen, expliquait en 2002 que l'objectif du journal était de donner des « *kerknieuws* », des informations proches des gens. Le journal privilégie les « *hot news* » plutôt que les « informations institutionnelles ». Quotidien populaire par excellence, le journal ne dispose ni de journaliste qui traite des questions de l'autre Communauté ni d'une rédaction « étranger » à part entière. Le lectorat du *Het Laatste Nieuws* ne manifeste-t-il donc aucun intérêt pour l'information sur

¹ *Alter Éduc* vient de cesser de paraître à la suite de l'arrêt des subventions qu'il recevait du cabinet de la ministre de l'Enseignement (voir <www.altereduc.be>). Cet article constitue donc également un bilan de cette expérience.

l'autre Communauté? « Nous pensons que le lecteur ne veut pas lire d'informations portant sur l'autre côté de la frontière linguistique. » Le chef du service politique explique qu'« il faut vraiment que les informations venant de la Belgique francophone et de Bruxelles soient mauvaises pour que nous y consacrons un article ». Il précise aussi que les politiques ne font pas l'agenda de la rédaction. Il prenait pour exemple la visite de Guy Verhofstadt en Chine. Il dira pourtant ensuite que, lors de la visite du Premier ministre à Charleroi en 2002, son journal avait envoyé une équipe sur place afin d'expliquer les problèmes de la ville². On peut se demander si ceux-ci peuvent être définis comme des « *kerknieuws* »... En quoi les faits divers wallons sont-ils proches du lectorat du *Het Laatste Nieuws*? C'est là une illustration de ce que Guido Fonteyn appelle le « journalisme d'incident », avec comme effet direct d'augmenter les préjugés vis-à-vis de l'autre Communauté. Face aux échanges de journalistes, Van der Kelen affirmait qu'« il est illusoire de croire que l'on va apprendre à découvrir l'autre Communauté à quarante ans en lisant la gazette. C'est à l'école que les choses doivent changer: l'apprentissage de la deuxième langue, des échanges... »

Pour ce qui est de *La Dernière Heure/Les Sports*, il est plus difficile de critiquer la manière de travailler du chef du service politique. À l'évidence, un quotidien qui vend plus de 80 000 exemplaires et qui ne dispose que d'un seul journaliste travaillant sur une actualité politique qui ne fait pas l'objet d'une rubrique quotidienne est en soi pour le moins problé-

matique... Ce journal ne se donne pas les moyens qui lui permettraient, de manière minimale, de traiter de l'actualité politique du Nord du pays. Cela dit, ce n'est pas là l'élément principal que Christian Carpentier, le seul journaliste politique à *La Dernière Heure*, mettait en avant en 2002. Il parlait plutôt du choix du sujet flamand selon l'intérêt que son lectorat pourrait y trouver. « Le traitement de l'actualité flamande? Il est lié au fait que l'on ne va pas s'arracher les journaux si l'on parle du Nord! Il n'y a pas de demande pour "accentuer la couverture" de la Flandre. » Et de continuer: « Je préfère l'angle d'attaque qui consiste à réagir en fonction de l'intérêt que cela représente et d'y consacrer ensuite la place que ça vaut. Plutôt que se sentir chaque jour obligé d'avoir une présence sur tel ou tel sujet. Je trouve cela plus dynamique comme couverture de l'actualité. Plus souple aussi. »

Le rédacteur en chef de l'époque, Daniel Van Wylick, devenu depuis directeur général au *Soir*, disait manquer des moyens lui permettant d'avoir des correspondants en Flandre. Eddy Surmont, le correspondant à Ostende du *Soir*, expliquait pourtant que *La Dernière Heure* l'avait déjà approché à maintes reprises en lui demandant de « changer de navire », proposition qu'il avait refusée. Ce fait n'est pas anodin. Eddy Surmont s'occupe principalement de justice et de faits divers et il traite aussi de toute l'actualité régionale de la côte. Christian Carpentier avait précisé que le journal se vendait mieux à la côte en été. Il semblerait ainsi que si les lecteurs n'ont pas d'intérêt pour ce qui se passe en Flandre sur le plan politique,

² Luc Van der Kelen vient d'effectuer une visite à Liège qu'il a récemment qualifiée de « Junkcity » à la suite du programme de distribution de méthadone que les autorités y ont mis en place...

La Dernière Heure considère que les faits divers et la justice dans le Nord du pays pourraient les intéresser...

En jugeant « suffisant » le traitement de l'actualité politique flamande, Christian Carpentier se base sur la politique actuelle du journal. Les questions que l'on pourrait soulever quant au traitement de l'actualité portant sur l'autre Communauté n'ont pas beaucoup de sens tant que la politique, envisagée de manière générale, ne fera pas l'objet d'autres choix rédactionnels.

LE CAS DU MORGEN

Lorsque je me suis penché sur le cas du *Morgen*, j'ai rencontré Yves Desmet, l'éditorialiste du quotidien progressiste, Lode Delputte, journaliste à la rédaction « étranger », et enfin, Philippe Deboeck, journaliste au *Soir* ayant bénéficié d'un échange avec le *Morgen*. Les contradictions mises en lumière par ces trois entretiens étaient troublantes.

Yves Desmet expliquait que l'intérêt pour l'actualité politique du Sud du pays est inexistant au sein de son lectorat, et toutes les autres personnes rencontrées restent muettes face à cette politique rédactionnelle. Comment expliquer que son lectorat « jeune d'esprit, branché et ouvert sur le monde » ait de l'intérêt pour le monde entier, sauf pour une partie, la Wallonie? En fait, Yves Desmet invoque aussi la question des moyens, mais de manière peu convaincante, car il admet qu'aucun journaliste n'a été chargé de couvrir l'actualité du côté francophone, même lorsque leur rédaction politique

s'était élargie. « À partir du moment où l'on voit émerger une nouvelle discussion politique ou un phénomène politique inédit en Wallonie, on enverra quelqu'un pendant une ou deux semaines, le temps de réaliser une enquête sur le terrain. » Un procédé gagnant? Yves Desmet acquiesce. « Notre expérience montre que lorsqu'une équipe reste quelques jours sur le terrain, c'est souvent plus efficace pour rapporter toutes les informations et comprendre les susceptibilités. C'est une manière de travailler un peu comme un TGV. » Les propos tenus par Yves Desmet sur la manière « TGV » de faire du reportage en Wallonie sont surprenants de la part d'un journal qui se dit de « qualité ». Ils masquent mal que la rédaction du *Morgen* ne ressent ni le besoin ni la nécessité de mettre en œuvre de manière approfondie un traitement de l'actualité francophone wallonne et bruxelloise.

Lode Delputte, journaliste à la rédaction « Buitenland » du *Morgen*, m'expliquait en 2002 qu'il « n'acceptait pas l'argumentation d'Yves Desmet lorsqu'il dit que le lectorat se désintéresse de la question ». Il ajoutait d'ailleurs à l'époque « que ce n'est pas le lectorat qui détermine la responsabilité de déclencher une dynamique interactive entre les différentes parties du pays ».

C'est lorsque l'on aborde la question de la non-participation d'un journaliste de la rédaction aux échanges de la Fondation Prince Philippe qu'apparaît une réalité frappante. Yves Desmet m'avait dit: « Au *Morgen* vous ne trouverez personne à la rédaction motivé par un tel échange. » Il

réfutait d'ailleurs l'idée qu'il y aurait une quelconque « résistance ». N'y avait-il donc vraiment personne qui serait motivé par la participation à cet échange ? Philippe De Boeck était d'avis qu'au moins trois ou quatre personnes étaient intéressées. Il citait d'ailleurs le nom de Lode Delputte. En effet, ce dernier aurait voulu se rendre à la rédaction du *Soir*. Pourquoi dès lors ne se présentait-il pas ? « J'ai fait part de mon enthousiasme à l'ensemble de la rédaction et notamment au rédacteur en chef. » Enthousiasme que ce dernier, Rudy Collier ne partageait pas, a dû constater le journaliste. Philippe De Boeck le confirme : Rudy Collier « n'est pas très chaud ». Lode Delputte précisait qu'il n'y avait pas eu de « débat interne » sur la question. Il va sans dire que le journaliste du *Morgen* n'était qu'à moitié surpris des propos tenus par son éditorialiste Yves Desmet.

Pour Lode Delputte, cette pratique est contradictoire : « Dans la mesure où ils profitent de ces journalistes-là, qu'ils ne doivent pas payer, mais qui écrivent tout de même, que la rédaction en chef exprime clairement ses positions sur ces échanges. »

De plus, il est vrai que Philippe De Boeck avait noté que la rédaction du *Morgen* était contente de son passage pour bénéficier de main-d'œuvre gratuite. Ce n'est pas la motivation qui manque à Lode Delputte. Désireux de se donner « un peu d'oxygène », de découvrir une autre culture rédactionnelle tout en voulant perfectionner la qualité de son français, il avait pour objectif d'en apprendre plus sur l'autre

Communauté. Lorsqu'on sait que *La Libre Belgique* a pu détacher un journaliste pendant deux mois, alors qu'elle ne dispose pas de plus de moyens que le *Morgen*, la question des moyens ne peut être vue que comme un faux argument.

Il est donc illusoire de croire qu'il suffit pour traiter de l'actualité du Sud du pays de compter sur « l'ouverture d'esprit » de ses journalistes. Lorsqu'on voit les pressions à l'œuvre dans la rédaction, rapportées par Philippe De Boeck, il faut bien admettre que le poids de la hiérarchie et son influence sur le contenu sont tout autant des facteurs explicatifs de l'absence de traitement structurel de l'actualité de l'autre Communauté...

Depuis les élections communales d'octobre dernier, Guido Fonteyn (ancien journaliste du *Standaard*, voir plus loin) tient une chronique dans le *Morgen*. Rédactrice politique du quotidien, Liesbeth Van Impe, explique « que Guido Fonteyn écrit un lundi sur deux et traite quasi exclusivement d'un sujet politique wallon ». Elle expliquera d'ailleurs qu'il a « carte blanche ».

Entre 2002 et 2007, et mise à part cette nouvelle chronique, la politique du *Morgen* n'a pas changé. Ce qu'Yves Desmet appelait à l'époque la politique du « ce que l'on fait soi-même, on le fait mieux » reste d'actualité. Liesbeth Van Impe confirme qu'il n'y a toujours pas de journaliste qui traite exclusivement des questions concernant l'autre Communauté. « C'est à chaque journaliste à rester attentif. »

FACE STANDAARD...

Le cas du *Standaard*, qui participe aujourd'hui au « coup médiatique » qu'est ce face-à-face organisé pendant un mois avec *Le Soir*, a fortement changé depuis 2002. À l'époque, le quotidien disposait d'un journaliste qui suivait les partis politiques francophones au niveau fédéral, Boudewijn Vanpeteghem, et d'un autre qui travaillait en Wallonie, Guido Fonteyn.

Tout en habitant à Bruxelles, Guido Fonteyn était à l'époque une sorte d'envoyé spécial permanent dont le bureau était basé à Namur. Il se définissait comme le « coordinateur pour la Wallonie » de son journal. La Wallonie et la Belgique francophone, deux sujets qu'il suit — et distingue — depuis plus de trente ans. Il se rendait à la séance du Parlement wallon, à la conférence de presse du gouvernement le jeudi. « Le grand avantage d'avoir un bureau fixe réside dans la possibilité de pouvoir fournir une information permanente, et pas uniquement du sensationnalisme: je ne vois débarquer mes collègues flamands à Namur que lorsque des événements spectaculaires s'annoncent. » Guido Fonteyn: « J'y suis souvent, mais je viens de l'extérieur, comme observateur, position qui me permet de voir des choses que mes collègues ne voient pas. »

Guido Fonteyn considère comme « l'étranger » tout ce qui ne se trouve pas en Flandre. Ainsi, la Wallonie est un « pays » aussi étranger que l'est la France ou les Pays-Bas. Lorsqu'il parle de la Communauté Wallonie-Bruxelles comme

l'étranger, ce n'est certainement pas péjoratif. C'est l'avis de quelqu'un travaillant comme « correspondant » en Wallonie pour un quotidien flamand.

Aujourd'hui, Guido Fonteyn ayant pris sa retraite, *De Standaard* n'a plus de journaliste ni de correspondant en Wallonie. Qui suit alors l'actualité propre à la Communauté française et à la Région wallonne? C'est aujourd'hui Steven Samyn qui fait partie de la rédaction « rue de la Loi » du *Standaard* qui suit ces matières: « En tant que journaliste politique, une partie de mon travail est de suivre l'actualité politique, je précise bien politique, car Guido Fonteyn écrivait aussi sur d'autres sujets de la Région wallonne et de la Communauté française. Je suis aussi les partis francophones au niveau fédéral. »

... OU FACE SOIR

Dans le passé, *Le Soir* disposait d'une journaliste, Martine Dubuisson, qui s'occupait « pratiquement à temps plein de l'actualité au Nord du pays ». C'était en 1998 et à l'époque, *Le Soir* n'en était pas peu fier. Depuis, sa politique a-t-elle changé? Si la politique rédactionnelle de son équipe politique est plus « classique », David Coppi, qui, lorsque je le rencontre en 2002 ne fait partie de la rédaction de la rue Royale que depuis peu, est d'accord de dire que c'est une pratique qui a ses faiblesses et ses forces. Il disait d'ailleurs que ne pas avoir un spécialiste de la question est peut-être une erreur, mais que l'autre option choisie est probablement tout aussi enrichissante. Il ne désirait pas encore trancher cette question. « Il n'est

pas impossible qu'un débat interne ait lieu un jour ».

Ainsi, lorsque David Coppi explique que son désir serait d'avoir un journaliste en poste en Flandre, « de préférence un francophone », il est clair qu'il y a là une ressemblance avec le travail de Guido Fonteyn ou d'Olivier Mouton. Cela dit, Coppi verrait d'un bon œil quelqu'un qui se baladerait en Flandre neuf jours sur dix. L'idée serait que cette personne fasse des papiers sur « la vie » en Flandre. Un francophone plutôt qu'un Flamand ? « Oui, je préférerais un francophone bilingue si je pouvais choisir. » Mais il s'empressait à l'époque de souligner la question des moyens. Il faut dire que lorsqu'il travaillait comme chef de service au *Matin* (quotidien de gauche qui a disparu en 2002), Magali Uytterhaeghe ne s'occupait que de l'actualité flamande. Son expérience antérieure a donc été concluante.

Le journal dispose en fait d'un correspondant qui travaille sept jours sur sept en Flandre. Il s'agit d'Eddy Surmont, le correspondant atypique du *Soir* en Flandre depuis 1984. Seulement voilà, il ne s'occupe pas de politique, il couvre principalement la justice, les faits divers et l'économie. Basé à Ostende, il ne se considère pas comme un correspondant à l'étranger. Eddy Surmont notait cependant déjà en 2002 une diminution du nombre de ses papiers publiés.

Aujourd'hui, David Coppi explique que « quatre journalistes font plus attention à ce qui se passe en Flandre ». Et de continuer : « Deux journalistes, Bénédicte Vaes

et Dirk Vanoverbeke, suivent de très près ce qui se passe au Nord du pays. Ils écrivent d'ailleurs beaucoup sur le sujet. Je pense donc que le sujet est couvert et que l'on ne peut pas dire qu'il soit négligé. »

Un journal possède encore sa rubrique « Vent du Nord », que certains voient comme intéressante et d'autres moins. Cela dit, il est évident que toute revue de presse a ses limites et certains jugent qu'il n'est pas opportun de séparer ainsi les éditoriaux et les commentaires des faits publiés. Mais, comme l'explique David Coppi, et l'on peut être d'accord avec lui, « la revue de presse complète un traitement de l'actualité au quotidien de la Flandre en donnant les opinions des éditorialistes. De cette manière, une telle rubrique permet aux francophones de percevoir ce qui est dit par les commentateurs du Nord du pays, élément non négligeable lorsque l'on sait l'influence des médias sur l'opinion ». Il n'est, en effet, pas à la portée de tous de lire un quotidien flamand. Compte tenu de ses limites, l'idée semble intéressante : il ne faut pas se limiter à publier les phrases les plus fortes de la semaine. Ainsi, comme le précisait Philippe De Boeck, la rubrique peut aussi être utilisée pour aller au-delà des sujets « bateaux » sur la Flandre.

Enfin, David Coppi explique que la rédaction accorde une attention particulière aux cartes blanches sur la question.

LA LIBRE BELGIQUE

En 2002, Olivier Mouton travaillait encore à *La Libre Belgique* où il y exerçait depuis 1998 en tant que journaliste maison

responsable du suivi de l'actualité flamande. Il suivait alors l'actualité propre à la Flandre, mais aussi l'actualité des partis politiques flamands au fédéral. Guido Fonteyn estimait à l'époque « le travail d'Olivier Mouton très nuancé et objectif, parce qu'il dépasse le journalisme d'incident et qu'il rapporte ce qui se passe au Parlement flamand ». Ainsi, à l'inverse de Guido Fonteyn, Olivier Mouton restait un collaborateur de premier plan qui participait aux réunions de rédaction, son bureau se trouvant au centre même de la rédaction politique. Délocaliser son bureau à Anvers ou Gand n'aurait eu que peu de sens, toutes les instances flamandes se situant à Bruxelles, avait-il expliqué.

En ce qui concerne le traitement de l'actualité flamande, l'on peut dire que *La Libre Belgique* fait figure de précurseur en la matière. En effet, dès 1993, le journal lance une chronique « Vu de Flandre ». Il s'agit initialement de billets que des éditorialistes flamands écrivaient sur la semaine de l'actualité écoulée. Considérant que les éditorialistes flamands profitaient de cet espace pour « crier plus fort que dans leur propre journal », le quotidien a mis fin à l'expérience. Abandonner pour mieux reconstruire ? *La Libre* lançait une « revue de la presse flamande » publiée dans l'édition du samedi. Des « Écrits de Flandre » qui deviendront ensuite un « Noordeterras » qu'Olivier Mouton écrit à partir du *Standaard* où il travaille dans le cadre de l'échange du Fonds Prince Philippe. À son retour du *Standaard*, la chronique change encore pour devenir « Voix de Flandre ». Le journaliste poli-

tique réalise alors des interviews d'universitaires ou de personnalités du monde flamand que l'on n'a pas l'habitude d'entendre en Communauté française. Une rubrique qui s'arrêtera ensuite, faute de place...

Aujourd'hui, Olivier Mouton a quitté *La Libre Belgique* pour les pages du *Soir*. Pendant une période, *La Libre Belgique* ne disposait pas d'un journaliste qui suivait exclusivement l'actualité portant sur l'autre Communauté du pays.

Depuis, c'est Pierre Gilissen, journaliste indépendant, qui suit le sujet pour le quotidien du groupe IPM. Qui dit journaliste indépendant dit bien sûr une personne qui n'est pas présente à la rédaction tous les jours de la semaine. Lorsque j'ai contacté la rédaction, la téléphoniste m'a expliqué: « Vous pouvez rappeler en fin de semaine, car vous aurez alors plus de chance de le trouver à la rédaction. » À croire que le quotidien est devenu hebdomadaire...

LE CONSTAT ?

Entre 2000 et 2007, sept années se sont écoulées. Sept années qui n'ont rien vu d'autre qu'une stagnation ou une régression du traitement de l'actualité politique portant sur l'autre Communauté par les quotidiens étudiés. Stagnation d'abord pour les deux quotidiens populaires, *Het Laatste Nieuws* et *La Dernière Heure/Les Sports*, et deux quotidiens qui se présentent comme étant de « qualité »: *Le Soir* et *De Morgen*. Régression aussi pour deux quotidiens (*De Standaard* et *La Libre Belgique*), présentés comme des références

en Belgique francophone, qui défendaient un traitement de cette actualité de manière différente et intéressante.

Regrettable ? En 1998 déjà, Jean-Pierre Stroobants, alors rédacteur en chef adjoint du *Soir* qui travaille aujourd'hui pour *Le Monde*, expliquait qu'il « serait regrettable de mieux informer sur Paris que sur Anvers. Un paradoxe tout de même : nous avons deux correspondants permanents dans la capitale française ».

La question du traitement de l'actualité politique de l'autre Communauté et Région ne cache-t-elle pas un mal beaucoup plus profond et propre à la presse écrite ? Le manque de moyens investis en termes rédactionnels, et donc en journalistes maisons. Alors que l'on essaye de nous vendre un produit réalisé aujourd'hui avec des journalistes maisons, certes. Mais aussi bon nombre de ceux que l'on appelle les « faux indépendants » et des indépendants. Dans le même temps, on tente de nous vendre un produit à coups de suppléments, de changements de format, de coupons pour DVD à bas prix ou encore une série d'articles et de sondages qui vont tout nous révéler sur le Nord et le Sud de notre pays... Réinvestir de manière massive, non pas dans le service marketing des journaux, mais bien dans les rédactions de ces derniers, n'est-ce pas là ce que demande le lecteur ?

Un lecteur, interrogé par l'Agence Alter lors d'une étude sur ses attentes vis-à-vis d'*Alter Éduc*, expliquait avoir un intérêt pour ce qui se passait en Flandre en matière d'enseignement et d'aide à la jeunesse. Il affirmait aussi lire ce qu'*Alter*

Éduc publiait sur la question au Nord du pays depuis 2002.

Concrètement, dans *Alter Éduc*, bimensuel consacré à l'actualité socioéducative en Communauté française de Belgique, un article d'une page était réservé au traitement de l'actualité flamande. Le point fort de la rubrique, qui devait être traitée par une personne qui suivait exclusivement l'actualité au Nord du pays, était de donner une information que l'on ne trouvait pas dans les quotidiens francophones ou alors de manière suscitée. Mes connaissances du terrain, fort d'un « Erasmus à la belge » dans une école de journalisme de Gand, et de la langue me permettaient d'aborder le sujet sans difficultés. Si ce n'est les premiers contacts avec les cabinets et autres services flamands, dans la mesure où ne connaissant pas la publication, ils se demandaient qui j'étais. Ce qui n'est pas étonnant vu l'absence d'autres journalistes francophones aux conférences de presse du ministre de l'Enseignement flamand. Un signe qui ne trompe pas, que vient confirmer le non-traitement au quotidien. L'intérêt de ces conférences de presse n'est pas d'obtenir le dossier de presse, mais bien de nouer des contacts. Ainsi, ils m'ont permis de rencontrer l'attaché de presse du ministre, mais aussi du réseau de l'enseignement catholique, ce a qui a facilité le travail ultérieur. L'interlocuteur sait qui il a en face de lui. L'information parvient alors nettement plus vite et de manière plus complète qu'au début. Et comme l'expliquait Guido Fonteyn lorsqu'il parlait en 2002 d'Olivier Mouton, « s'il perçoit plus facilement les subtilités qui se jouent en

Flandre, c'est en raison de son travail permanent sur la question et de sa présence sur le terrain ». Sur le terrain, en lisant les journaux et les ouvrages publiés en Flandre, en suivant les débats télévisés ou encore en assistant à des conférences ou des débats comme en organise souvent le théâtre flamand le KVS, mais aussi en ayant des amis flamands ou simplement en s'y promenant.

En conséquence, il est primordial pour une rédaction de disposer d'un journaliste spécialisé sur la question, qui constitue une source précieuse pour tous ses collègues. Ainsi, il n'était pas rare qu'un journaliste d'*Alter Éduc* me demande d'écrire un paragraphe sur le point de vue flamand afin de l'intégrer dans son article pour mener la réflexion un cran plus loin en se demandant « En Flandre, comment gère-on ce problème ? ».

La presse quotidienne qui compose le paysage médiatique belge a un rôle actif à jouer dans le traitement de l'actualité politique portant sur l'autre Communauté. Pour ce faire, il faut un travail continu et quotidien, qui doit donc aller de pair avec une politique rédactionnelle clairement définie. Autant pouvait-on se réjouir en 2002 des efforts accomplis dans ce sens par certains quotidiens, autant pouvons-nous nous demander aujourd'hui si une part non négligeable du lectorat de la presse quotidienne a encore droit à une information qui tend vers l'objectivité. ■